

MINISTERE DES INFRASTRUCTURES
ET DES TRANSPORTS



FRATERNITE JUSTICE TRAVAIL

SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE

PERSONNE RESPONSABLE
DES MARCHES PUBLICS

COTONOU, le 24 SEP 2018

AAOON N°: 1131 /PRMP/MIT/CCMP-DGI/DERPR/SEPCO-SMT/S-PRMP

DATE : 24 SEP 2018

1. Cet avis d'appel d'offres fait suite à l'avis général de passation au Plan Prévisionnel des Marchés Publics paru sur le portail Web des marchés publics courant le mois février 2018.
2. Le Gouvernement de la République du Bénin, représenté par le Ministère des Infrastructures et des Transports a prévu une ligne de crédit sur le Budget National et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché des **travaux d'entretien périodique de l'axe Tanguiéta-Batia (40,200 km)**.
3. La Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère des Infrastructures et des Transports sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser **les travaux d'entretien périodique de l'axe Tanguiéta-Batia (40,200 km)**
4. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini dans la loi n°2017-04 du 19 août 2017 portant code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des articles 72 et 142 dudit Code.
5. Les taches d'entretien routier à exécuter se présentent comme ci-après :
 - ✓ Le rechargement systématique ;
 - ✓ La création et/ou curage de fossés latéraux et divergents ;
 - ✓ Les remblais ;
 - ✓ Les purges ;
 - ✓ La construction d'ouvrages hydrauliques ;
 - ✓ L'installation d'équipements de sécurité routière.

Le délai d'exécution du marché est de **douze (12) mois** à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

6. Les exigences en matière de qualifications sont :

6.1 Ordre légal et réglementaire

- ne pas être en faillite ;
- être à jour vis-à-vis de l'administration fiscale ;
- être à jour vis-à-vis de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ;
- produire l'engagement du soumissionnaire au code d'éthique et de déontologie dans la commande publique

Capacité technique

- Avoir réalisé avec succès en tant qu'entrepreneur principal au moins **trois (03) projets similaires** au cours des dix (10) dernières années (2017, 2016, 2015, 2014, 2013, 2012, 2011, 2010, 2009 et 2008) et de l'année en cours.

On entend par projet similaire : *les travaux d'entretien périodique de routes en terre, de réhabilitation ou de construction de routes en terre, de réhabilitation ou de construction de pistes de desserte rurale y compris la construction d'ouvrages de section minimale 200X150, , ou d'entretien courant sur routes en terre avec construction d'ouvrages de section minimale 200x150, de construction d'ouvrages d'art couplés de travaux d'aménagement des voies d'accès, d'aménagement et de bitumage de routes et d'assainissement et de pavage avec construction d'ouvrages de section minimale 200x150.*

- Disposer du matériel minimum requis pour l'exécution des travaux tel que demandé dans les Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO) ;
- Proposer un personnel d'encadrement ayant d'expériences dans la réalisation des travaux similaires tel que demandé dans les Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO) ;
- Consulter les Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO) pour les informations plus détaillées.

6.2 Capacité financière :

- avoir réalisé au cours des **trois (03) dernières années (2015, 2016 et 2017)** un chiffre d'affaire annuel moyen des activités de construction au moins égal en Francs CFA à **sept cent seize millions (716 000 000)**. Ce chiffre d'affaire sera contenu dans des bilans certifiés par un Expert-Comptable agréé ;

Les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas trois (03) années d'existence doivent produire la preuve de l'assurance des risques professionnels.

- fournir les états financiers des trois dernières années (2015, 2016 et 2017) certifiés par un Expert-Comptable ou Comptable agréé, membre de l'ordre des Experts Comptables et Comptable agréés du Bénin et portant la mention du Directeur Général des Impôts : « Bilans conformes aux déclarations souscrites au Service

des Impôts » ; l'identification (nom, prénom, adresse, cachet et signature) de l'Expert-Comptable ou du Comptable agréés du Bénin selon le cas, est exigée sur la page de certification.

Les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas trois (03) années d'existence doivent produire leur bilan d'ouverture et les états financiers de leurs années d'exercice.

NB : les pages portant la certification de la DGI et de l'Expert-Comptable ou Comptable agréé doivent être en original ou en copies légalisées dans l'offre originale

- disposer d'une facilité de crédit auprès d'un établissement financier agréé au Bénin, d'un montant au moins égal à en Francs CFA **quatre cent quarante-huit millions (448 000 000)**.

7. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission de montants en Francs CFA **trente-six millions (36 000 000)** délivrée par une banque agréée en République du Bénin ou le FONAGA ou encore par l'Africaine des Garanties du BENIN.

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **Quatre Vingt Dix (90) jours** et les garanties de soumission pendant **Cent Vingt (120) jours** à compter de la date limite de soumission.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des renseignements complémentaires auprès de la Direction Générale des Infrastructures (DGI) 01 BP 351 Cotonou, Tél/Fax. 21 31 54 79, 21 31 63 07/21 31 28 51 et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après :

SECRETARIAT DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS (PRMP) SIS au 3^{ème} Etage du bâtiment principal du Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT), 774, Avenue de la MARINA, Face au Port de Cotonou : 01 BP 351 Cotonou, Tél. : 21 31 33 02 / 21 31 74 55 ; Fax : 21 31 34 16 ;

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à partir du mardi 25 septembre 2018 au Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics ou à la Direction Générale des Infrastructures (DGI) du Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT) à Cotonou.

Il peut être obtenu auprès du **Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère des Infrastructures et Transports** sis à l'adresse ci-dessus indiquée après présentation du récépissé d'achat du Dossier d'Appel d'Offres acquis, moyennant le paiement d'un montant forfaitaire non remboursable de **trois cent mille (300 000) Francs CFA** à verser en espèces au Service de la Comptabilité de la Direction Administrative et Financière. Le document d'Appel d'Offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés

Les offres devront être rédigées en langue française et déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse ci-après : **Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère des Infrastructures et Transports** sis à l'adresse ci-dessus indiquée au plus tard le *Jendredi 25 octobre 2018* à 10 heures (heure locale : GMT+1). Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.

L'ouverture des offres aura lieu le même jour à partir de **10 heures 30 minutes (heure locale : heure GMT+1)** dans la **salle de conférence de la Direction Générale des Infrastructures (DGI)** en présence des soumissionnaires dûment mandatés pour y prendre part.

La Personne Responsable des Marchés Publics,



Roch C. HOUNDJE